

**PRODUISONS NOTRE INDÉPENDANCE :  
L'INDUSTRIE NE SE DÉVELOPPERA PAS SEULE**

Jeudi dernier, le tribunal de commerce de Lyon a acté la reprise du site de Vencorex par son concurrent chinois Wanhua. Cette annonce entérine la suppression de près de 400 emplois, soit 88% des effectifs actuels, autant qu'elle sidère : le site joue un rôle clé dans la production et l'approvisionnement d'un sel indispensable aux domaines stratégiques de la défense et du nucléaire.

L'avenir de cette usine n'est malheureusement qu'un des nombreux symptômes de l'inaction des exécutifs régionaux et nationaux qui abandonnent, unes à unes, les usines confrontées à une concurrence internationale débridée. **Certes, la production reste à Pont-de-Claix, mais encore et toujours au prix de la casse sociale. La compétitivité n'excuse pas tout.**

Le gouvernement avait balayé d'un revers de main l'hypothèse d'une nationalisation, même temporaire, du site. De son côté, la Région Auvergne-Rhône-Alpes n'a acté aucune aide pour sauvegarder pleinement le site. Résultat : la création d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC), notamment proposée par les salarié·es, n'a pas réuni les financements nécessaires.

Une industrie locale est pourtant essentielle : santé, énergie, environnement, transports, sont autant de domaines nécessaires au quotidien des Français·es et sur lesquels la France n'est plus autonome. **« La crise du COVID-19 a souligné la dépendance industrielle de la France dans les secteurs-clés et tout le monde s'est offusqué. Depuis, rien n'a changé »** souligne Cécile Michel, conseillère régionale et co-présidente du groupe Les Écologistes.

Du point de vue social et environnemental, le pays des Droits de l'Homme ne peut plus exploiter des travailleuse·s sans droits sociaux et polluer leur environnement. Si la réindustrialisation est clamée partout, les belles paroles pour pérenniser nos industries et relocaliser les productions ne suffisent pas. Fabienne Grébert, conseillère régionale, rappelle qu' **« aujourd'hui, celles et ceux qui s'autoproclament de la "France qui travaille" sont aussi complices de centaines d'emplois détruits. Cette hypocrisie ne peut plus durer »**. **« En prônant un libéralisme exacerbé, c'est la vie des salarié·es qui est bafouée, en Auvergne-Rhône-Alpes comme partout dans le monde »**, ajoute Maxime Meyer, conseiller régional et co-président du groupe.

Dans un contexte mondial incertain, les dépendances industrielles de la France représentent un risque majeur pour notre société, elles soutiennent des conditions sociales dégradées et accentuent la crise environnementale. **Il est urgent de bâtir une stratégie industrielle cohérente, en orientant les productions vers nos besoins réels, en conditionnant les aides publiques, en assumant des nationalisations temporaires si nécessaire, et en soutenant la reprise des usines par les salarié·es lorsque cela s'y prête.**